

Nathalie Bernard-Maugiron

Co-directrice de l'IISMM

Nathalie.bernard-maugiron(at)ehess.fr

01 53 63 56 06



Nathalie Bernard-Maugiron est directrice de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD, UMR 201 Développement et sociétés) et co-directrice de l'IISMM (Institut d'études de l'islam et des sociétés du monde musulman). Elle est co-responsable de la collection *Terres et gens d'Islam*, Karthala.

Elle est juriste et a obtenu son doctorat en droit public à la Faculté de droit de l'Université de Paris X et sa HDR à la Faculté de droit de Grenoble. Elle a séjourné plusieurs années en Égypte, où elle a mené divers programmes de recherche portant sur le droit égyptien (au sein du Centre d'études et de documentation économiques, juridiques et sociales – CEDEJ - puis de l'IRD) et a enseigné à la Faculté de sciences politiques de l'Université américaine du Caire et à la filière de droit français de l'Université du Caire. Elle co-anime un séminaire de recherche à l'IISMM sur le droit contemporain des pays musulmans.

Ses travaux de recherche actuels portent sur les réformes constitutionnelles en cours après les « printemps arabes » et sur le droit de la famille en Égypte et dans le monde arabe.

Quelques publications récentes

- “Strong Presidentialism: The Model of Mubarak’s Egypt”, in R. Grote and T. Röder, *Constitutionalism in Islamic Countries: Between Upheaval and Continuity*, Oxford University Press, New-York, 2012 (à paraître).
- “Legal Reforms in Egypt, the Rule of Law and Consolidation of State Authoritarianism under Mubarak” in N. Brown et S. Arjomand, *Constitutionalism, the Rule of Law and the Politics of Administration in Egypt and Iran*, State University of New York Press, New York, 2012 (à paraître).



- “Les enjeux politiques du processus de réforme constitutionnelle dans l’Egypte post-Moubarak”, *Oasis*, Venise, 2012 (à paraître).
- « La place de la shari’a dans l’Egypte post-Moubarak », *Les Cahiers de l’Orient*, 2012 (à paraître).
- « La place de la charia dans la hiérarchie des normes », in B. Dupret (ed.), *La charia aujourd’hui. Usages de la référence au droit islamique*, La découverte, 2012, p. 51-64.
- « Droit national et référence à la charia en Egypte », in B. Dupret (ed.), *La charia aujourd’hui. Usages de la référence au droit islamique*, La découverte, 2012, p. 95-111.
- « Egypte : Les enjeux constitutionnels », *Afkar*, n° 31, Madrid, automne 2011, p. 40-43.
- « Egypt’s Path to Transition: Democratic Challenges behind the Constitution Reform Process », *Middle East Law and Governance*, n° 3, 2011, p. 43–59.
- « Divorce and Remarriage of Orthodox Copts in Egypt: The 2008 State Council Ruling and the Amendment of the 1938 Personal Status Regulations », *Islamic Law and Society*, 2011.
- « Nouvelles formes de mobilisation autour du droit de la famille : la loi sur le khul’ » en Égypte », *Revue Tiers monde*, 2011.
- « Le processus de réforme du droit de la famille en Egypte et ses limites », revue *Confluences Méditerranée*, n° 75 spécial Égypte, automne 2010.
- « L’amendement du règlement sur le statut personnel des coptes orthodoxes en Egypte : A quand une loi unifiée de la famille ? », *Revue internationale de droit comparé (RIDC)*, n° 1, 2010.
- *Judges and Political Reform in Egypt*, Presses de l’Université américaine du Caire, 2009, (dir.).
- "The 2007 Constitutional Amendments in Egypt and their Implications on the Balance of Powers", *Arab Law Quarterly*, Volume 22, Number 4, 2008.
- “The Judicial Construction of the Facts and the Law. The Egyptian Supreme Constitutional Court and the Constitutionality of the Law on the Khul’”, in Dupret et al (ed.), *Narratives of Truth in Islamic Law*, CEDEJ-I.B. Tauris, Le Caire-Londres, 2008.
- « Les femmes et la rupture du mariage en Égypte », *Cahiers d’études africaines*, XLVII (3-4), n° 187-188, 2007.
- « Nouvelle révision constitutionnelle en Égypte : vers une réforme démocratique ? », *Revue française de droit constitutionnel (RFDC)*, n° 72, octobre 2007.
- "Le Printemps des juges et la réactualisation autoritaire en Égypte", *Politique africaine*, n° 108, décembre 2007, p. 67-85.

